

« Travailleurs de tous les pays, unissons-nous ! » (Karl Marx)

**Lutte
Ouvrière**
Union Communiste (Trotskyiste)



**PSA
Poissy**

Le 5 septembre 2016

Les perspectives électorales du PCF : une impasse pour les travailleurs

Le week-end prochain, la Fête de l'Humanité rassemblera un large public populaire. Que des dizaines de milliers de militants et de bénévoles s'activent à sa réussite montre que, quoi qu'en disent les pseudo-experts qui ont enterré dix fois le PCF, il garde une implantation dans les classes populaires. Car bien des travailleurs, bien des jeunes ne se résignent pas à la domination du grand capital.

En revanche, la politique menée aujourd'hui par la direction du Parti communiste a tout pour débousoler ceux qui regardent vers lui. Dans ce début de campagne présidentielle où l'on n'entend que les candidats potentiels de la droite, du FN ou du PS, le PCF ne propose que... l'unité à gauche. Un nombre croissant de travailleurs en ont pourtant assez de cette fausse opposition gauche-droite, qui ne correspond à rien, alors que la gauche mène au gouvernement la même politique que la droite. Pierre Laurent a cependant expliqué lors de l'université d'été du parti que « l'urgence est à construire un chemin commun ». Cette unité est proposée aux anciens ministres PS Arnaud Montebourg et Benoît Hamon, à l'ancienne ministre écologiste Cécile Duflot, ou encore à l'ex-PS Jean-Luc Mélenchon. Comme si ces gens-là voulaient défendre les intérêts des travailleurs !

Avant de devenir des critiques de Hollande, Montebourg, Hamon et Duflot ont appartenu à un gouvernement qui a accordé des dizaines de milliards d'euros aux entreprises (CICE et pacte de responsabilité). Ou qui a fait adopter l'ANI « sur la sécurisation de l'emploi », qui légalisa en 2013 les accords de compétitivité dans les entreprises, pour le plus grand bonheur des patrons.

Quant à Mélenchon, le PCF lui avait déjà apporté son soutien et sa force militante en 2012. L'ex-ministre de Jospin avait besoin de cet appui pour ses ambitions. Il suivait en cela son modèle Mitterrand, qui s'allia au PCF pour siphonner ses voix et parvenir au pouvoir. Aujourd'hui, Mélenchon traite le PCF de la même façon. Il suffit de voir le mépris avec lequel il s'est lancé en campagne, sans même le consulter.

Une fois de plus, la direction du PCF se prépare donc à s'aligner sur tel ou tel de ces politiciens étrangers au monde ouvrier. Des politiciens qui ont servi les riches dans le passé et qui les serviront de nouveau. Elle oriente ainsi ceux qui l'écoutent vers un nouveau piège.

Elle dit qu'il lui faut d'abord définir une politique avant de choisir un candidat. Elle organise pour cela une « grande consultation citoyenne » auprès de 500 000 personnes. Comme si une telle mascarade était nécessaire !

Malgré son recul, le PCF garde un grand nombre de militants et de sympathisants. C'est, de tous les partis, celui qui a le plus d'influence dans le monde du travail. S'il veut savoir ce que veulent les travailleurs, il n'a pas besoin d'une « consultation », il lui suffirait de les écouter. Pendant le mouvement contre la loi El Khomri, leurs aspirations se sont largement exprimées contre la politique patronale, la précarité et les licenciements. Comme quoi la véritable préoccupation de la direction du PCF n'est pas l'intérêt des travailleurs. Elle ne fait même pas de la politique antipatronale un préalable pour l'éventuel candidat unitaire qu'elle appelle de ses vœux. Car sa préoccupation principale, ce sont ses élus à l'Assemblée nationale ou dans les collectivités territoriales, positions pour lesquelles le PCF a besoin d'alliés politiques.

La campagne électorale promet d'être marquée par les surenchères réactionnaires. Les propos sécuritaires, anti-immigrés, antimusulmans se succèdent, de Valls à Le Pen, en passant par Sarkozy ou Juppé. Même dans les discours, les différences s'effacent de plus en plus entre les politiciens de gauche et de droite, comme l'a montré la polémique récente sur le burkini. L'ex-banquier Macron, ministre de Hollande et Valls pendant deux ans, parle comme n'importe quel homme de droite. Valls singe Sarkozy, qui copie Le Pen. Et Montebourg et Mélenchon se disputent le terrain patriotard. Tous sont en compétition pour gouverner au profit de la bourgeoisie. Tous veulent faire fonctionner une société basée sur l'exploitation, au mieux des intérêts du grand patronat.

Dans ces élections, il faut donc que s'affirme, non pas une énième mouture de la « gauche », mais une politique partant des intérêts des travailleurs, s'opposant radicalement à ceux de la bourgeoisie. C'est la raison pour laquelle Lutte ouvrière présentera sa candidate, Nathalie Arthaud. Pour dire que nous rejetons la société capitaliste et la comédie électorale que les politiciens nous préparent.

Une attaque contre tous

Au B2, un cariste vient d'être sanctionné de huit jours de mise à pied. La direction reproche un très léger accrochage début juillet entre un car à fourche et un train de chariots. Et c'est ce motif de rien du tout qui a servi de prétexte.

Pas question d'accepter cette injustice.

Une bonne réaction

Une bonne dizaine de travailleurs ont accompagné le cariste pour demander des explications au chef du personnel.

Ils tenaient à affirmer leur solidarité et protester contre cette sanction que nous sommes nombreux à rejeter.

Anarchie patronale

Plusieurs jours de chômage sont prévus. S'ils ne sont pas retirés, ça permettra au moins de souffler. Mais pourquoi, alors, est-ce qu'il a fallu faire tous ces samedis avant et même juste après les congés ? La direction dit qu'elle veut que la production colle au plus près des ventes. C'est son problème !

On n'a pas à payer avec nos week-ends.

Bidouille fiscale

Une nouvelle fois, la direction vient d'annoncer qu'elle allait vider nos compteurs pour nous faire chômer la semaine 43, fin octobre. Le but est de vider les parcs pour payer moins d'impôt.

Une semaine hors de l'usine, on n'est pas contre, mais ils n'ont pas à toucher à nos compteurs. Ils n'ont qu'à prendre sur le 1,2 milliard de bénéfices des six premiers mois pour nous payer.

Non aux suppressions de postes

Des robots pour vernir les intérieurs des voitures ont été installés cet été en cabines des laques en Peinture. Ils sont destinés à remplacer les deux peintres au Vernis.

PSA a de l'argent pour se payer des robots. Alors il y en a aussi pour maintenir tous les postes.

Retour vers le Moyen-Âge

Au Ferrage B5, une opération de soudure d'un goujon est rajoutée au poste des doublures d'ailes A9. Le goujon est soudé à la main avec un pistolet. Avant, cette opération était faite par un robot.

C'est le progrès en marche arrière.

Exemple à suivre

Mercredi dernier vers 17h, la production était dépassée. La chaîne du point 4, au B2, n'était plus habituée et elle ne voulait pas continuer à cette cadence. Alors elle s'est mise en panne pendant une bonne heure, ce qui nous a permis de souffler un bon coup.

Bravo la chaîne.

Mauvais calcul

Depuis la semaine dernière au Ferrage B3, la répartition, qu'ils appellent équilibrage, ne passe pas. La production de 208 remonte et donc ils veulent moins de monde sur C3 et D53. Par exemple aux hayons C3 on est trois ouvriers pour 240 pièces, ce qui en fait 80 chacun. Ils veulent maintenant qu'on soit deux pour faire 200 pièces, ce qui fait 100 pièces chacun.

Inacceptable.

Cocotte-minute

À la Peinture comme ailleurs, la chaleur est insupportable. Et même la pause chaleur de dix minutes, quand on peut l'avoir, ne suffit pas à compenser la fatigue supplémentaire.

De là à ce que ça nous mette en ébullition...

La politique des travailleurs

On a vu que les bénéfices de PSA au premier semestre dépassaient déjà ceux de l'année dernière.

Au deuxième semestre, c'est au tour des payes de doubler.

**Meeting de Lutte ouvrière
à Paris
au Cirque d'Hiver – Bouglione
Vendredi 30 septembre à 20h30**

**FAIRE ENTENDRE
LE CAMP DES TRAVAILLEURS**



*Notre camarade Jean-Pierre Mercier
y prendra également la parole*

110, rue Amelot, Paris 11^e
Métros Filles-du-Calvaire ou Oberkampf